

<http://ugtg.org/spip.php?article2010>



Le LKP demande une rencontre avec la préfète de Guadeloupe sur la situation en AYITI



- Dossier spécial LKP - Expressions -
Date de mise en lignemercredi 31 juillet 2013

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Madame la Préfète de Guadeloupe

Palais d'Orléans

97100 Basse-Terre

Objet : Demande d'audience sur la situation en HAÏTI

Madame la Préfète,

Par la présente, nous sollicitons une entrevue avec vous, ou toute autre personne de vos services, pour évoquer la situation en HAÏTI et la présence des forces françaises qui collaborent avec les troupes de la MINUSTAH depuis plus de 9 années.

Une **CONFERENCE CONTINENTALE EN HAITI POUR LE RETRAIT DES TROUPES DE L'ONU**, vient d'avoir lieu à Port-au-Prince, les 31 mai et 1er juin 2013 dernier.

140 délégués ont participé à cette conférence : 120 d'Haïti avec plusieurs parlementaires dont le sénateur Jean Charles Moïse, lequel a fait voter le 28 mai dernier par le Sénat haïtien une résolution demandant le départ des troupes de la MINUSTAH d'Haïti.

Les autres sont venus de Martinique, de Guadeloupe, d'Argentine, du Brésil, du Mexique, du Salvador, des USA, d'Algérie, de France. Tous ont été mandatés par leurs organisations et associations respectives. Des messages de soutien sont venus de Guadeloupe, de Sainte-Lucie, de Martinique, de Trinidad and Tobago, des États Unis, d'Équateur, de Martinique, du Pérou, du Brésil, de Bolivie, de France, de République Dominicaine, d'Uruguay, Au cours de cette conférence un meeting populaire a été organisé sur le Champs de Mars réunissant des milliers de personnes.

Nous, délégués étrangers, en particulier de Guadeloupe, avons été interpellés sur la situation de misère et de violence que vivent les militants syndicaux, les militants politiques, les militants de défense des droits de l'homme, les travailleurs, la jeunesse et le peuple haïtien.

Il nous a été expliqué que : «**Depuis juin 2004, une force d'occupation multinationale s'est installée dans notre pays, sous la couverture des Nations Unies. Sa mission officielle est de « stabiliser » Haïti. Mais, derrière cet objectif affiché, nous savons pertinemment que cette force d'occupation est présente en vue de sécuriser le projet de l'impérialisme en Haïti : garantir les intérêts des entreprises multinationales et ceux de la bourgeoisie locale..... »**

Ainsi les 140 délégués de la conférence ont décidé à travers la résolution adoptée de s'adresser **aux gouvernements des pays et gouvernements impliqués dans l'occupation d'Haïti.**

Aussi, Madame la Préfète, nous sollicitons une audience dans les meilleurs délais. Nous souhaitons que cette entrevue ait lieu au plus tard le vendredi 2 août 2013. Bien entendu, nous acceptons toute autre proposition d'entrevue.

Le LKP demande une rencontre avec la préfète de Guadeloupe sur la situation en AYITI

Dans l'attente d'une réponse favorable, nous vous prions d'agréer, Madame la Préfète l'expression de nos salutations les meilleures.

Pour LIYANNAJ KONT PWOFITASYON

Le Porte-parole

E.DOMOTA

L.K.P. C/O U.G.T.G.

Rue Paul Lacavé

97110 POINTE.A.PITRE